

Un député socialiste s'attaque au salaire des ministres « cumulards »

Ne faudrait-il pas, en ces temps de crise, que les ministres se serrent la ceinture? « *La dépense publique est financée par les impôts. Les Français vivent dans des conditions difficiles, il faut donc naturellement que les politiques montrent l'exemple* », affirme le socialiste René Dosière.

Le député de l'Aisne, qui s'est fait une spécialité de traquer les dépenses de fonctionnement de l'exécutif, se défend de verser dans le « poujadisme ». Certes, admet-il, « *les responsables politiques ne sont pas dans la catégorie qui a les revenus les plus élevés* ». Mais le « symbole », pour lui, a son importance. L'Angleterre vient ainsi, à l'heure où les déficits publics font trembler l'Europe, de tailler (-5 %) dans la feuille de paie de ses ministres.

Avec trois autres députés PS (Aurélié Filippetti, Jean-Jacques Urvoas et Jacques Valax), M. Dosière a déposé trois amendements visant à réduire le train de vie des politiques. Ils ont été examinés, vendredi 28 mai, à l'Assem-

blée nationale. Et aussitôt rejetés.

Le premier amendement s'attaquait directement à la paie des ministres. M. Dosière souhaite la suppression d'un article de loi qui permet à un ministre de toucher jusqu'à une fois et demie son revenu de ministre, en ajoutant à ses émoluments (14 129 euros brut) un salaire d'élu local. Ce qui permet d'arriver à un total de 21 193 euros.

« Augmentation zéro »

M. Dosière demande aussi des éclaircissements sur les réductions des dépenses imposées aux ministres. La semaine passée, il a été demandé aux ministères, lors d'une réunion à Matignon, une réduction de 10 % des frais de cabinet, dès 2011. Mais, déplore le député, « *nous n'avons pas de moyens de contrôle* ».

En outre, ce dernier souhaite une « *augmentation zéro* » des dépenses de l'Élysée. Selon ses calculs, d'après le budget 2009 présenté jeudi, les frais de la présidence ont augmenté de 2,5 % en 2009. « *Soit six fois plus que les dépenses*

de l'Etat », dit M. Dosière. L'Élysée retourne la critique à l'envoyeur : « *Le budget est voté par le Parlement* » et « *vérifié par la Cour des comptes* », note Franck Louvrier, conseiller de Nicolas Sarkozy.

Concernant une éventuelle coupe dans la paie des ministres, Matignon rappelle que leurs « *salaires sont alignés sur ceux de la haute fonction publique* », et qu'« *il n'a pas été décidé de baisse des salaires de la fonction publique* ». Quant au problème spécifique des cumuls de revenus, « *il relève de la loi* ».

En « off », « *parce que ce débat est démagogique* », un ministre se dirait prêt à baisser son salaire, même « *s'il est cinq ou six fois plus faible que ce qu'[il] peut espérer dans le privé* ». Mais, pour lui, le problème est ailleurs. « *Il faut chasser les dépenses inutiles. Pourquoi nous propose-t-on des appartements de fonction ? Et quand je vois des conseillers de ministres qui font des notes à l'Arpège [très luxueux restaurant parisien], les bras m'en tombent.* » ■

Pierre Jaxel-Truer